

**Communiqué de presse**  
Berne, le 27 septembre 2020

## **Le non à l'initiative de résiliation garantit aux PME l'accès au marché des travailleurs qualifiés**

**L'Union suisse des arts et métiers usam se félicite du rejet clair de l'initiative de résiliation par le souverain. La libre circulation des personnes permet aux entreprises de puiser, si nécessaire, dans le pool de travailleurs qualifiés de l'UE en toute souplesse et sans complications bureaucratiques. Cela est particulièrement important pour la survie des PME, qui sont des stabilisateurs systémiques essentiels pour l'économie et le marché du travail. Le débat visant à définir une position susceptible de rallier une majorité sur l'accord institutionnel va maintenant commencer.**

Aujourd'hui, les électeurs se sont une nouvelle fois prononcés en faveur de l'ouverture et de la voie bilatérale avec l'UE. Une voie qui, par le passé, a déjà permis à notre société et à notre économie de connaître une prospérité croissante. La libre circulation des personnes joue un rôle primordial pour les PME. Elle est essentielle pour leur survie et pour celle du marché des travailleurs qualifiés. Pour les PME, un système de contingentement n'est pas une alternative envisageable. Un tel régime de quotas rendrait le recrutement administrativement complexe et coûteux. Ses coûts seraient bien plus difficiles à supporter pour les PME que pour les grandes entreprises.

La prochaine étape est celle des débats sur l'accord institutionnel. Ayant proposé au Conseil fédéral une solution susceptible d'être acceptée par une majorité d'entre eux, les partenaires sociaux attendent la prochaine étape, celle des discussions avec le Conseil fédéral sur la teneur de cet accord.

### **Renseignements complémentaires**

**Jean-François Rime**, président, mobile 079 230 24 03

**Hans-Ulrich Bigler**, directeur, mobile 079 285 47 09

Plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8 pour cent du total des entreprises de notre pays.